

Dans les années 50 et 60, le Japon a dû faire face à des déficits de son compte courant et il a été dans l'obligation d'importer des capitaux. Dans un monde de taux de change fixes, le Japon a maintenu un contrôle des changes et une régulation de la circulation des capitaux. La Banque du Japon a surtout géré sa politique monétaire en allouant du crédit aux banques. Les taux d'intérêt sur les dépôts ont été fixés par le ministère des Finances et la Banque du Japon. Le ministère des Finances exerçait un contrôle très strict sur le budget, l'allocation de l'argent et les taux d'intérêt. En conséquence, les entreprises industrielles étaient sûres d'avoir à leur disposition des capitaux stables et fiables, généralement à faible coût.

La tâche de percevoir les fonds publics avait été répartie entre les banques (administrées par le ministère des Finances) et les Postes (administrées par le ministère des Postes). Le ministère des Postes offrait des taux d'intérêt légèrement supérieurs à ceux des banques. Comme les autorités fiscales japonaises n'avaient pas accès aux dossiers postaux, en pratique, les déposants pouvaient gagner des revenus d'intérêt exempts d'impôt. Les Postes accumulèrent ainsi un nombre de comptes plus important que la population totale du Japon. En 1988, le gouvernement étant convaincu que l'épargne excédentaire du Japon causait des problèmes d'excédent commercial, il élimina cet incitatif fiscal à l'épargne.

Les banques commerciales étrangères sont entrées au Japon dans les années 60 et 70. Elles ont profité d'un droit exclusif d'accorder des prêts en devises étrangères à l'industrie japonaise. Les réformes ont débuté en 1970-1972, lorsque le Japon a commencé à accumuler un important excédent de son compte courant. En 1977, les institutions financières ont été autorisées à vendre des obligations du gouvernement avant qu'elles n'arrivent à échéance et un marché secondaire de ces instruments s'est développé. En 1980, le contrôle des changes a été suspendu en majeure partie, ce qui a marqué le début d'une libre circulation des capitaux au Japon³⁵. La suppression du contrôle des changes signifiait que les taux d'intérêt japonais ne pouvaient plus être isolés des influences internationales. Comme l'excédent de capitaux du Japon s'accroissait et qu'il n'était plus nécessaire de canaliser l'argent, les pressions en faveur d'une plus grande libéralisation du secteur financier se faisaient de plus en plus fortes. Les entreprises s'éloignaient des banques et se dirigeaient vers les marchés des valeurs mobilières pour y trouver des capitaux à un taux plus avantageux. L'endroit le plus économique où aller chercher de l'argent était le marché européen.

Quand le contrôle des changes a été suspendu, les banques japonaises ont envahi le marché des prêts en devises étrangères. Les étrangers voulaient de nouvelles sources de profit. En novembre 1983, le Trésor américain lança une offensive contre le reste de la réglementation financière japonaise en faisant valoir que le Japon devait se doter d'un marché libre et ouvert

³⁵ Pour placer cela dans sa perspective internationale, signalons que la Grande-Bretagne elle-même ne s'est pas débarrassée du contrôle des changes avant 1979.